

2000

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA ☒

Balance suisse des paiements 2000

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2000

Editeur

Banque nationale suisse
Direction de la statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone 01 631 31 11

Impression

Zürichsee Druckereien AG
Seestrasse 86
CH-8712 Stäfa

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées
avec indication de la source

Internet

<http://www.snb.ch>

Imprimé en septembre 2001

Table des matières

Page	
4	Aperçu
7	Balance des transactions courantes
9	Biens
11	Services
14	Revenus du travail et de capitaux
16	Transferts courants
18	Mouvements de capitaux
19	Investissements directs
26	Investissements de portefeuille
29	Autres mouvements de capitaux
29	Crédits des banques commerciales
31	Crédits des entreprises
32	Réserves monétaires
33	Erreurs et omissions nettes
42	Description des postes
	Tableaux
5	1 Balance suisse des paiements, aperçu
8	2 Balance des transactions courantes
10	3 Biens
12	4 Services
15	5 Revenus du travail et de capitaux
17	6 Transferts courants
21	7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches
22	7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique
24	8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches
25	8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique
27	9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
29	10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan
30	10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
34	11 Composantes de la balance des paiements
	Graphiques
7	1 Balance des transactions courantes, soldes
7	2 Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes
10	3 Commerce extérieur: répartition géographique
18	4 Mouvements de capitaux
20	5 Investissements directs
21	6 Investissements directs: répartition géographique
28	7 Investissements de portefeuille
28	8 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie

Aperçu

En 2000, la conjoncture favorable et le dynamisme des investissements transfrontières ont fortement influé sur la balance des paiements. Le **solde actif de la balance des transactions courantes** a progressé de 10 milliards pour s'inscrire à 53 milliards de francs. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut nominal, il a augmenté, passant de 11% en 1999 à 13% en 2000. Son accroissement s'explique avant tout par des revenus nets plus élevés sur les placements à l'étranger.

D'une année à l'autre, tant les exportations de **biens** que les importations de biens (le commerce spécial, sans les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités) ont progressé de plus d'un dixième en valeur. Du fait principalement des prix élevés des produits pétroliers, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de 2 milliards de francs, après avoir enregistré un excédent de 1 milliard en 1999. Au total, les échanges de biens ont débouché sur un déficit de 4 milliards de francs, alors qu'ils avaient été approximativement équilibrés l'année précédente.

Dans les **services**, les exportations ont augmenté de 13% pour atteindre 46 milliards de francs. Leur expansion a découlé en particulier du tourisme et des banques. Les importations de services se sont inscrites à 23 milliards de francs, soit à un montant supérieur d'un dixième à celui de 1999; cette évolution est due à des dépenses accrues dans le tourisme et dans le domaine des transports. Les exportations nettes de biens et de services se sont établies à 19 milliards de francs, contre 20 milliards l'année précédente.

Les **revenus** découlant des capitaux suisses investis à l'étranger ont progressé de 40% environ. La moitié de leur progression est due à une modification dans la comptabilisation des produits et charges dans les opérations d'intérêts des banques; depuis 2000, ces produits et charges d'intérêts sont comptabilisés sur une base brute, et non plus sur une base nette. Etant donné les investissements plus élevés et la conjoncture économique favorable, les revenus tirés des investissements directs et transférés ont fortement augmenté. Dans les investissements de portefeuille, les revenus sous forme de dividendes se sont eux aussi accrues vigoureusement. Les placements étrangers en Suisse ont engendré des revenus en nette expansion d'une année à l'autre. Les dividendes payés sur les placements de titres et les produits des investissements directs se sont accrues sensiblement. Dans les opérations d'intérêts des banques, les recettes et les dépenses ont presque doublé à la suite d'une modification comptable à l'UBS; le solde des intérêts a cependant continué à reculer. En 2000, le solde actif des revenus de capitaux a atteint 48 milliards de francs, soit un montant supérieur de 10 milliards à celui de l'année précédente.

Les **mouvements de capitaux** sont restés très vigoureux; on notera en particulier les flux, une nouvelle fois élevés, d'investissements directs et de crédits bancaires. Les **investissements directs** suisses à l'étranger ont porté sur 70 milliards de francs en 2000, contre 54 milliards l'année précédente. Les importantes acquisitions des banques, des assurances et de l'industrie chimique ont joué un rôle déterminant dans leur progression. En comparaison annuelle, les investissements directs étrangers en Suisse ont eux aussi nettement augmenté du fait avant tout d'acquisitions.

Les exportations de capitaux en vue d'**investissements de portefeuille** à l'étranger se sont inscrites à 38 milliards de francs. L'année précédente, elles avaient atteint un montant exceptionnellement élevé – 70 milliards de francs – après l'introduction de l'euro. Leur repli est imputable au fait que les banques, qui avaient beaucoup investi en titres étrangers en 1999, ont vendu de grosses quantités de tels titres en 2000. En outre, les autres secteurs ont nettement réduit leurs achats de titres étrangers. Quant aux investissements de portefeuille en Suisse des non-résidents, ils ont doublé à la suite surtout de placements plus élevés en actions. Ces importations de capitaux ont atteint 18 milliards de francs, contre 9 milliards l'année précédente.

Dans les **crédits bancaires**, d'importants mouvements de capitaux avec l'étranger ont été une fois encore observés. Les opérations interbancaires – une forte majorité des mouvements de capitaux des banques – se sont soldées par des importations de capitaux atteignant 36 milliards de francs (1999: 28 milliards). Dans leurs opérations avec la clientèle, les banques ont exporté des capitaux pour un montant net de 25 milliards de francs, contre 1 milliard en 1999.

1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1996 en milliards de francs^{1,*}

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
I. Balance des transactions courantes solde	27,2	37,0	37,8	43,5	53,2
Biens solde	1,1	-0,5	-2,3	-0,3	-4,2
Commerce spécial, solde	2,2	2,0	2,2	1,0	-2,1
Exportations	94,2	105,1	109,1	114,4	126,5
Importations	-92,0	-103,1	-106,9	-113,4	-128,6
Autres postes, solde	-1,1	-2,5	-4,6	-1,3	-2,1
Services solde	15,4	18,9	19,6	20,0	23,3
Tourisme, solde	1,6	1,4	1,7	1,6	2,2
Recettes	11,0	11,5	11,6	11,8	13,0
Dépenses	-9,4	-10,1	-9,9	-10,2	-10,8
Commissions bancaires, solde	7,8	8,8	9,2	11,1	13,3
Recettes	7,8	8,8	10,0	12,0	14,6
Dépenses	n.d.	n.d.	-0,7	-0,8	-1,3
Autres services, solde	6,0	8,7	8,6	7,3	7,9
Revenus du travail et de capitaux solde	15,6	23,4	25,9	31,4	40,5
Revenus du travail, solde	-6,9	-6,5	-6,4	-6,5	-6,9
Recettes	1,5	1,5	1,6	1,6	1,7
Dépenses	-8,4	-8,1	-8,0	-8,1	-8,6
Revenus de capitaux, solde	22,4	30,0	32,4	37,8	47,5
Recettes	39,3	49,3	65,0	73,8	102,5
Dépenses	-16,8	-19,4	-32,7	-36,0	-55,0
Transferts courants solde	-4,9	-4,9	-5,3	-7,5	-6,4
II. Transferts en capital solde	-0,3	-0,2	0,2	-0,8	-2,8
III. Mouvements de capitaux solde	-38,3	-37,3	-45,3	-54,1	-42,5
Investissements directs solde	-16,2	-16,1	-14,2	-36,9	-40,6
Investissements directs suisses à l'étranger	-20,0	-25,7	-27,2	-54,0	-69,8
Capital social	-13,1	-13,5	-16,9	-27,6	-53,7
Bénéfices réinvestis	-6,5	-9,9	-7,2	-18,5	-17,0
Crédits	-0,4	-2,3	-3,1	-7,9	0,9
Investissements directs étrangers en Suisse	3,8	9,6	13,0	17,1	29,2
Capital social	1,5	6,0	5,1	7,4	17,9
Bénéfices réinvestis	2,9	1,2	6,5	9,0	8,5
Crédits	-0,6	2,4	1,4	0,6	2,8
Investissements de portefeuille solde	-12,2	-15,5	-6,7	-61,5	-19,9
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28,1	-28,6	-21,6	-70,4	-37,7
Titres de créance	-9,9	-15,4	-17,9	-44,1	-3,4
Emprunts obligataires et notes	-9,5	-17,1	-17,8	-39,8	-1,7
Papiers monétaires	-0,4	1,8	-0,1	-4,2	-1,6
Titres de participation	-18,2	-13,3	-3,7	-26,3	-34,3

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	15,9	13,1	14,9	8,9	17,8
Titres de créance	1,5	3,0	2,3	0,6	2,5
Emprunts obligataires et notes	1,5	3,0	2,3	0,5	2,3
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	n.d.	0,1	0,2
Titres de participation	14,4	10,1	12,5	8,2	15,3
Autres mouvements de capitaux solde	-6,6	-2,5	-23,2	41,5	11,3
Crédits des banques commerciales, solde	-13,3	-1,2	-16,7	27,5	11,0
Crédits à l'étranger	-74,1	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4
Crédits à des banques	-71,5	-68,3	-61,1	-106,4	-123,6
Autres crédits	-2,5	-7,7	-4,8	-9,7	-16,8
Crédits de l'étranger	60,7	74,8	49,3	143,6	151,4
Crédits de banques	51,7	64,5	39,2	134,6	159,3
Autres crédits	9,0	10,3	10,1	9,0	-7,8
Crédits des entreprises ² , solde	2,7	0,3	-5,4	3,1	-1,5
Crédits à l'étranger	-7,2	4,3	-14,4	2,0	-13,8
Crédits de l'étranger	9,9	-4,0	9,0	1,1	12,3
Crédits des collectivités publiques, solde	0,1	0,5	0,3	0,2	0,0
Autres investissements, solde	3,9	-2,0	-1,4	10,6	1,8
Réserves monétaires total³	-3,4	-3,1	-1,1	2,8	6,7
Variation des avoirs à l'étranger	-7,8	-4,9	-0,2	-1,3	6,7
Compensation pour les ajustements de valeur	4,4	1,8	-0,9	4,1	.
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	11,4	0,6	7,3	11,4	-7,9

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

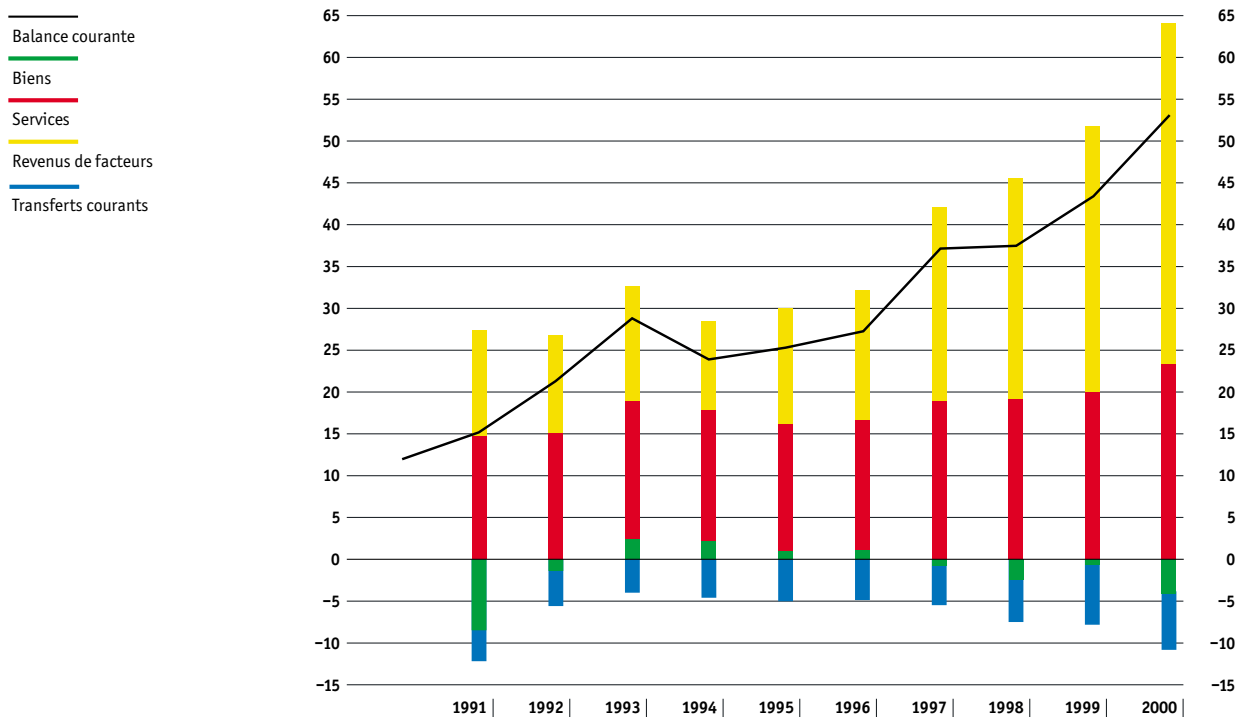
* Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

n.d.: donnée non disponible

Balance des transactions courantes

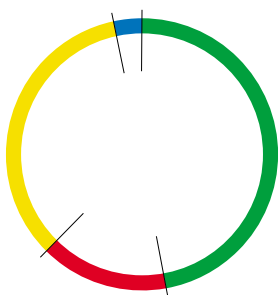
Le solde actif de la balance des transactions courantes s'est accru, passant de 44 milliards en 1999 à 53 milliards de francs en 2000. Les revenus nets découlant des placements de capitaux ont joué un rôle déterminant dans cette progression. Ils ont en effet augmenté de 10 milliards pour atteindre 48 milliards de francs. Les revenus tirés des investissements directs et transférés ont contribué dans une forte mesure à leur augmentation. Tant les exportations que les importations de services ont progressé de plus de 10% en 2000. La balance

Balance des transactions courantes soldes en milliards de francs Graphique 1



Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes

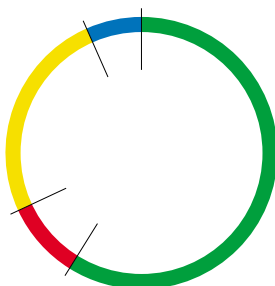
Graphique 2



Structure des recettes en %

- Biens 47
- Services 15
- Revenus de facteurs 34
- Transferts courants 4

Total :
304 milliards de francs



Structure des dépenses en %

- Biens 59
- Services 9
- Revenus de facteurs 25
- Transferts courants 7

Total:
251 milliards de francs

des services a dégagé un excédent de recettes de 23 milliards de francs, contre 20 milliards en 1999. En valeur, les exportations de biens se sont accrues d'environ 15%, et les importations, de 18%. Les échanges de biens se sont soldés par un déficit de 4 milliards de francs, alors qu'ils avaient été approximativement équilibrés l'année précédente.

2 Balance des transactions courantes, depuis 1991

	Recettes	Dépenses	Solde	Solde en % du produit intérieur brut
	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs	
1991	162,2	147,0	15,2	4,6
1992	165,5	144,3	21,3	6,2
1993	169,4	140,6	28,8	8,2
1994	170,4	146,5	23,9	6,7
1995	171,5	146,3	25,2	6,9
1996	179,1	151,9	27,2	7,4
1997	205,6	168,7	37,0	9,9
1998	227,7	189,9	37,8	9,9
1999	251,6	208,1	43,5	11,2
2000	304,3	251,1	53,2	13,1

Biens

En valeur, les exportations de biens (le commerce spécial, sans les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités) se sont accrues de 11%, et les importations, de 13%. En volume, tant les exportations que les importations ont progressé d'environ 7%. Etant donné l'envolée des prix des produits pétroliers et la fermeté du dollar, les prix à l'importation ont augmenté de 6% en moyenne, soit près du double de la hausse des prix à l'exportation. La balance commerciale s'est soldée par un déficit de 2 milliards de francs, après un excédent de 1 milliard l'année précédente.

La répartition par branches montre que l'essor des exportations a reposé sur une large assise. Les ventes à l'étranger de l'industrie des machines et de l'électronique (la plus importante branche exportatrice), de la métallurgie et de l'horlogerie ont progressé à des rythmes supérieurs à la moyenne. La chimie, deuxième branche exportatrice, n'a cependant accru ses exportations que de 6%.

Comme l'année précédente, l'expansion des livraisons aux Etats-Unis, le deuxième marché pour les exportations suisses, a été particulièrement forte puisqu'elle a atteint 13%. Les ventes à l'UE ont augmenté de 7%, soit à un taux inférieur à la moyenne; les livraisons à l'Allemagne – le plus important partenaire commercial de la Suisse – n'ont progressé que de 6%. Quant aux exportations vers les pays en transition et les pays nouvellement industrialisés, elles se sont accrues de plus de 20%.

Du fait de la forte hausse des prix des produits pétroliers, les importations de produits énergétiques ont atteint, en valeur, le taux d'expansion record de 79%. Les achats à l'étranger de machines, appareils et électronique ainsi que de métaux ont augmenté de près de 18%, tandis que les importations de produits chimiques ont progressé au rythme moyen de l'ensemble des importations. Quant aux importations de véhicules, elles ont marqué une hausse de 3% seulement.

A l'exception de la France, tous les pays de l'UE ont renforcé leurs exportations vers la Suisse; dans l'ensemble, les ventes de cette zone à la Suisse ont progressé de 11%. Les importations en provenance des Etats-Unis se sont accrues de plus d'un quart, ce qui s'explique en partie par le cours élevé du dollar. Les livraisons des pays en développement et des économies nouvellement industrialisées ont quant à elles augmenté de plus de 30%.

En valeur, les exportations d'énergie électrique ont diminué de 6% d'une année à l'autre. Cette évolution est due à la stagnation du volume des exportations et à la baisse des prix. Du côté des importations d'énergie électrique, seule une légère augmentation a été observée en valeur; l'accroissement du volume importé a été en effet compensé en grande partie par une diminution des prix.

Les autres biens sont constitués principalement des métaux précieux, des pierres gemmes, des objets d'art et des antiquités, des marchandises en retour ainsi que du trafic non contrôlé de biens et du perfectionnement à façon. Depuis 2000, le perfectionnement à façon est comptabilisé en données brutes (voir modifications dans la statistique); son solde peut cependant encore faire l'objet de comparaisons avec les années précédentes. Les fortes expansions des exportations et des importations ont découlé principalement des échanges de métaux précieux et de pierres gemmes. Le déficit des autres biens a augmenté quelque peu pour s'établir à près de 3 milliards de francs.

3 Biens

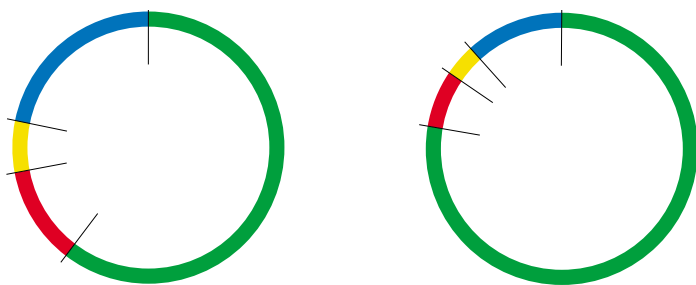
	1996	1997	1998	1999	2000	Variation par rapport à 1999
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Exportations	94174	105133	109113	114446	126549	10,6
Importations	91967	103088	106866	113416	128615	13,4
Solde	2207	2045	2247	1030	-2066	
Energie électrique						
Exportations	1816	1903	2022	2069	1944	-6,0
Importations	1355	1225	1346	1462	1475	0,9
Solde	461	678	677	607	469	
Autres biens²						
Exportations	6181	7179	7215	8651	15053	74,0
Importations	7702	10356	12467	10564	17672	67,3
Solde	-1521	-3176	-5253	-1913	-2619	
Total						
Exportations	102171	114215	118350	125166	143546	14,7
Importations	101024	114669	120679	125442	147762	17,8
Solde	1147	-454	-2329	-276	-4216	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les *autres biens*.

2 Depuis 2000, le perfectionnement à façon figure en données brutes dans les *autres biens*.

Commerce extérieur en 2000: répartition géographique

Graphique 3



Exportations de biens en %



Importations de biens en %



Services

En 2000, les recettes tirées du tourisme ont augmenté de 10% pour atteindre 13 milliards de francs. Les nuitées des hôtes étrangers dans des hôtels et des établissements de cure ont progressé de 7% grâce à la situation financière plus favorable des touristes. Le nombre des touristes européens s'est accru sensiblement, et celui des hôtes venant des Etats-Unis a même marqué une hausse de 16% du fait de la fermeté du dollar. Seules les recettes de la parahôtellerie (appartements de vacances, etc.) ont augmenté à un rythme inférieur à la moyenne; leur accroissement a été en effet de 2%. Quant aux recettes tirées du trafic journalier et de transit, elles ont enregistré une expansion d'environ 15%.

Les dépenses des résidents pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger ont porté sur 11 milliards de francs, soit un montant supérieur de 6% à celui de l'année précédente. Cette évolution s'explique par une progression de 2% du nombre des nuitées et par la hausse des prix. En outre, la faiblesse du franc a renchéri les voyages à l'étranger. Les recettes s'étant accrues beaucoup plus fortement que les dépenses, le solde actif de la balance touristique a atteint 2 milliards de francs, contre 1,6 milliard en 1999.

Les exportations de services des compagnies d'assurances privées ont fléchi d'environ 15% du fait du recul des recettes tirées des prestations en matière de réassurance. Grâce à l'expansion du commerce mondial et aux prix élevés des produits pétroliers, les rentrées découlant du commerce en transit ont une nouvelle fois marqué une hausse. Les recettes au titre des transports internationaux – trafic aérien principalement – se sont accrues d'environ un sixième à la suite de la forte progression des voyages à l'étranger et du commerce mondial. Les dépenses afférentes aux transports internationaux ont augmenté de 13%, soit à peu près autant que les recettes. Dans le domaine des postes et télécommunications également, l'évolution a été très dynamique; en effet, tant les recettes que les dépenses ont été supérieures de 18% à leur niveau de 1999.

Les commissions encaissées par les banques ont fortement progressé grâce aux opérations sur titres – émissions et négoce – et à la gestion de fortune. Les recettes tirées des services à contenu technologique, qui englobent les licences, brevets et conseils techniques, se sont établies à 3 milliards de francs. Elles ont augmenté de 15%, l'évolution ayant été favorable dans le domaine des licences et brevets.

Au total, les recettes au titre des services ont progressé de 13% pour atteindre 46 milliards, et les dépenses, en hausse d'un dixième, se sont inscrites à 23 milliards de francs. Le solde actif des services a ainsi augmenté, passant de 20 milliards en 1999 à 23 milliards de francs en 2000.

4 Services

	1996	1997	1998	1999	2000	Variation par rapport à 1999
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	10989	11531	11586	11767	12993	10,4
Dépenses	9425	10141	9879	10175	10808	6,2
Solde	1564	1390	1707	1592	2185	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	7750	8020	8158	8338	9136	9,6
Dépenses	7925	8549	8421	8698	9298	6,9
Solde	-175	-529	-263	-360	-162	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	1997	2196	2263	2329	2680	15,1
Dépenses	974	1033	1051	1070	1102	3,0
Solde	1023	1162	1213	1259	1578	
Autres services touristiques						
Recettes	459	559	413	341	369	8,2
Dépenses	509	541	390	390	390	0,0
Solde	-50	18	23	-49	-21	
Dépenses de consommation des frontaliers						
Recettes	783	757	751	759	808	6,5
Dépenses	17	17	17	17	18	4,7
Solde	766	740	734	742	790	
Assurances privées						
Recettes	1769	2070	2277	2852	2415	-15,3
Dépenses	49	49	100	125	125	0,0
Solde	1720	2021	2177	2727	2290	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1051	1418	1047	1362	1439	5,7
Transports total¹						
Recettes	4870	5979	6300	6623	7664	15,7
Dépenses	4682	4632	5084	5239	5940	13,4
Solde	188	1347	1216	1384	1724	
Personnes						
Recettes	2334	3035	3185	3450	3952	14,6
Dépenses	2684	2841	2812	2824	3284	16,3
Solde	-350	195	373	626	668	
Marchandises						
Recettes	726	1051	1121	1082	1361	25,8
Dépenses ²	3	0	0	0	0	
Solde	723	1051	1121	1082	1361	
Autres services (en matière de transp.)						
Recettes	1810	1892	1994	2091	2351	12,4
Dépenses	1995	1791	2271	2415	2655	9,9
Solde	-185	101	-277	-324	-304	

	1996	1997	1998	1999	2000	Variation par rapport à 1999
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	638	709	903	1259	1485	18,0
Dépenses	898	989	1123	1269	1495	17,8
Solde	-260	-280	-220	-11	-11	
Autres services total¹						
Recettes	13128	15013	16643	17006	20362	19,7
Dépenses	2030	1976	2995	4074	4642	13,9
Solde	11098	13037	13647	12932	15720	
Commissions bancaires						
Recettes	7796	8816	9975	11978	14607	22,0
Dépenses	n.d.	n.d.	733	845	1322	56,4
Solde	7796	8816	9242	11132	13286	
Services à contenu technologique						
Recettes	3341	4072	4328	2287	2639	15,4
Dépenses	1768	1662	1940	2914	2966	1,8
Solde	1573	2410	2388	-627	-327	
Divers services						
Recettes	1991	2125	2340	2742	3116	13,6
Dépenses	262	314	323	315	354	12,6
Solde	1729	1811	2017	2427	2762	
Total						
Recettes	32445	36719	38755	40868	46358	13,4
Dépenses	17084	17786	19181	20882	23010	10,2
Solde	15361	18933	19574	19986	23348	

1 Les autres services en matière de transports, qui sont liés aux transports aériens et ferroviaires, ont été transférés des *autres services* aux *transports*.

2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

n.d.: donnée non disponible

Revenus du travail et de capitaux

Dans le domaine des revenus du travail, les recettes ont progressé légèrement pour s'établir à 1,7 milliard de francs. Elles portent essentiellement sur les salaires bruts que perçoivent les personnes au service des organisations internationales en Suisse. Ces dernières ainsi que les représentations diplomatiques sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidents. Les dépenses au titre des revenus du travail, qui sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers travaillant en Suisse, ont augmenté de 7% pour s'inscrire à 8,6 milliards de francs. Leur hausse est due principalement aux frontaliers plus nombreux.

Dans les revenus de capitaux, tant les recettes que les dépenses se sont accrues d'environ 50%. Les revenus nets ont progressé vigoureusement, passant de 38 milliards en 1999 à 48 milliards de francs l'année suivante.

Les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger ont marqué une vive expansion à la suite surtout d'un accroissement des rentrées sous forme de dividendes; le produit des intérêts a lui aussi continué sa progression. Ces rentrées plus élevées ont été cependant atténuées par des pertes de cours sur les titres, pertes qui n'entrent pas dans la balance des transactions courantes. En hausse de 26%, les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger ont atteint 44 milliards de francs; les revenus réinvestis (bénéfices maintenus dans les implantations à l'étranger) ont certes diminué, mais les revenus transférés sous forme d'intérêts et de dividendes ont fait un bond de 64% pour s'établir à 27 milliards de francs. Cette évolution s'explique par la forte augmentation des investissements directs suisses et par la bonne conjoncture à l'étranger. Dans les opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et des banques à l'étranger, tant les recettes que les dépenses ont plus que doublé. Elles sont constituées principalement du produit des intérêts sur les créances sur les banques et des charges d'intérêts sur les engagements envers les banques. Leur expansion est due toutefois en grande partie à une modification que l'UBS a apportée à sa méthode de comptabilisation. Le solde actif des opérations d'intérêts avec l'étranger a une nouvelle fois diminué, passant de 1,9 milliard de francs en 1999 à 1,3 milliard en 2000. Les recettes au titre des opérations fiduciaires ont vigoureusement augmenté à la suite du volume accru de ces fonds et de la hausse des rémunérations à court terme. Le produit des placements de la Banque nationale a par contre diminué légèrement pour s'établir à 2,7 milliards de francs. Les intérêts et dividendes versés sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont atteint un montant dépassant de 21% celui de l'année précédente. Des investissements plus élevés et des distributions plus importantes de dividendes ont contribué à cet accroissement. Les dépenses découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 2%, passant à 15 milliards de francs. Les revenus transférés à l'étranger ont progressé, mais les bénéfices réinvestis ont reculé; des tendances identiques ont été observées du côté des recettes au titre des investissements directs.

5 Revenus du travail et de capitaux

	1996	1997	1998	1999	2000	Variation par rapport à 1999
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1509	1544	1569	1623	1679	3,5
Dépenses	8360	8076	8012	8097	8620	6,5
Solde	-6851	-6532	-6443	-6475	-6941	
Revenus de capitaux total						
Recettes	39276	49348	65016	73825	102493	38,8
Dépenses	16834	19388	32655	35986	55021	52,9
Solde	22442	29960	32361	37840	47472	
Investissements de portefeuille						
Recettes	14295	15305	17919	21687	24509	13,0
Dépenses	4872	5723	7991	9915	12011	21,1
Solde	9423	9582	9928	11772	12497	
Investissements directs¹						
Recettes	9765	13889	26134	35125	44225	25,9
Dépenses	2930	1245	11674	14994	15256	1,8
Solde	6835	12644	14461	20132	28968	
Autres placements						
Recettes	15216	20154	20962	17013	33760	98,4
Dépenses	9032	12420	12991	11077	27753	150,6
Solde	6184	7734	7972	5936	6006	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	11647	16095	16243	12911	29018	124,7
Dépenses	8898	12382	12948	11039	27711	151,0
Solde	2749	3714	3295	1872	1307	
Total						
Recettes	40784	50891	66585	75448	104172	38,1
Dépenses	25194	27464	40667	44083	63640	44,4
Solde	15591	23428	25918	31365	40531	

¹ Depuis 1998, les revenus transférés d'investissements directs sont enregistrés sur une base brute.

Transferts courants

Les transferts de l'étranger vers la Suisse ont totalisé 10 milliards de francs, soit un montant équivalent à celui de 1999. Les transferts du secteur privé ont diminué d'environ 8%, mais ce repli a été compensé par une augmentation des transferts du secteur public (impôts et autres droits versés par l'étranger).

Les transferts de la Suisse vers l'étranger ont fléchi de 6% pour s'inscrire à 17 milliards de francs. Dans ce domaine, les transferts du secteur privé ont reculé du fait de la diminution des prestations versées à l'étranger par les assurances privées à la suite de sinistres. Les transferts de la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et saisonniers) ont en revanche augmenté quelque peu. Dans les transferts du secteur public, les dépenses se sont établies à 6,3 milliards de francs, soit à un montant légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Elles ont deux composantes. La première est formée pour l'essentiel des rentes et autres prestations de prévoyance que les assurances sociales versent à des personnes à l'étranger et des remboursements de cotisations aux étrangers. Quant à la seconde, elle porte sur les aides apportées au titre de la coopération technique et sur les contributions versées aux organisations internationales.

6 Transferts courants

	1996	1997	1998	1999	2000	Variation par rapport à 1999
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total¹						
Recettes	407	406	406	6353	5829	-8,2
Dépenses	3621	3405	3458	11585	10381	-10,4
dont transferts d'immigrés	3065	2867	2811	2837	2960	4,3
Solde	-3214	-2999	-3052	-5232	-4552	
Transferts du secteur public total						
Recettes	3253	3405	3633	3804	4366	14,8
Dépenses	4968	5343	5918	6116	6258	2,3
Solde	-1715	-1938	-2284	-2312	-1892	
Assurances sociales						
Recettes	1357	1315	1318	1329	1397	5,1
Dépenses	3265	3534	4101	4176	4247	1,7
Solde	-1908	-2218	-2783	-2848	-2850	
Etat						
Recettes	1895	2089	2316	2475	2969	19,9
Dépenses	1703	1809	1817	1939	2010	3,7
Solde	192	280	499	536	959	
Total						
Recettes	3659	3810	4039	10157	10195	0,4
Dépenses	8589	8748	9376	17701	16639	-6,0
Solde	-4930	-4937	-5336	-7544	-6444	

1 Depuis 1999, les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger – abstraction faite des frais de service – et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres sont comptabilisées dans les *transferts courants*.

Mouvements de capitaux

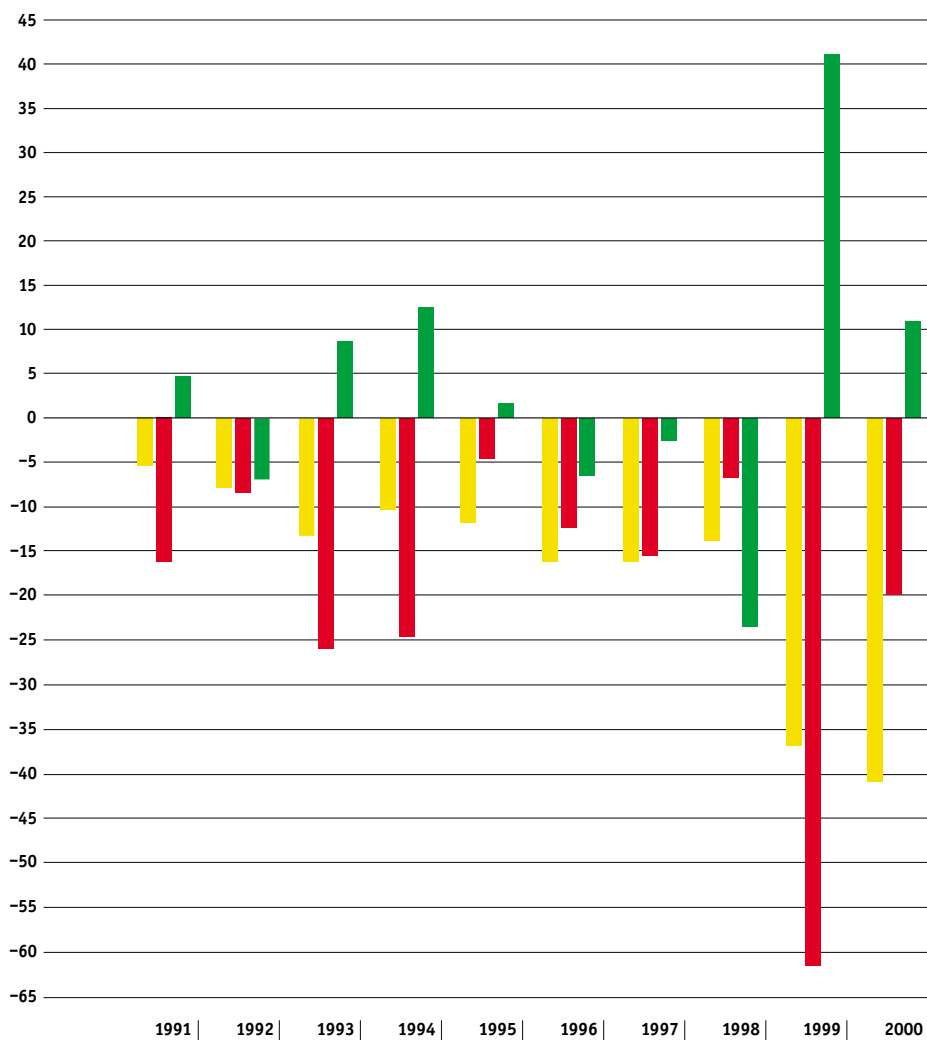
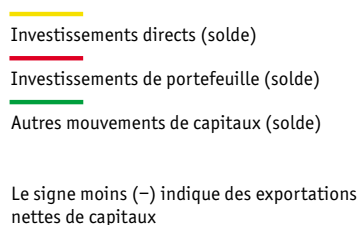
Les mouvements de capitaux avec l'étranger ont marqué une fois encore un développement vigoureux. Leur progression est imputable en grande partie aux flux de fonds des banques. A la suite d'acquisitions, les exportations de capitaux des entreprises en vue d'investissements directs à l'étranger ont fortement augmenté. En revanche, les investissements de portefeuille suisses à l'étranger ont engendré des sorties de capitaux moins importantes que l'année précédente; ils avaient cependant atteint un montant exceptionnellement élevé en 1999. Du côté des importations de capitaux, tant les investissements directs que les investissements de portefeuille ont porté sur des montants supérieurs à ceux de l'année précédente. Les réserves monétaires de la Banque nationale ont diminué du fait surtout que l'institut d'émission a réduit ses placements en titres étrangers.

L'euro et le dollar entraînent chacun pour environ un cinquième dans les mouvements de capitaux. En 1999, tant l'euro que le dollar avaient une part de deux cinquièmes environ. D'une année à l'autre, la part du franc suisse dans les mouvements de capitaux est restée approximativement inchangée à 12%. Quelque 40% des flux de capitaux étaient libellés dans les diverses autres monnaies. Le solde passif des mouvements de capitaux a diminué de 12 milliards, passant à 43 milliards de francs.

Mouvements de capitaux

sans la Banque nationale, soldes en milliards de francs

Graphique 4



Investissements directs

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 16 milliards pour atteindre 70 milliards de francs. Les acquisitions à l'étranger ont engendré des sorties de fonds pour 54 milliards de francs, contre 28 milliards en 1999. Leur accroissement s'explique avant tout par les acquisitions nettement plus élevées qu'ont opérées les banques. Les bénéficiaires maintenus dans les filiales à l'étranger (bénéficiaires réinvestis), qui entrent eux aussi dans la composition des flux d'investissements directs, ont diminué de 1 milliard pour s'établir à 17 milliards de francs. Ceux de la chimie, des banques et des compagnies d'assurances ont progressé une nouvelle fois, mais des reculs ont été observés dans des branches telles que le commerce, les transports et les sociétés financières et holdings. Les crédits au sein de groupes ont entraîné des importations de capitaux pour 1 milliard de francs, alors que des capitaux avaient été exportés dans ce domaine pour 8 milliards de francs en 1999.

Les sorties de fonds de l'industrie ont progressé de 11 milliards, passant à 21 milliards de francs en 2000. Cette augmentation a découlé avant tout des investissements accrus de la chimie. Dans le secteur des services, les banques ont considérablement renforcé leurs exportations de capitaux; à la suite surtout d'acquisitions aux Etats-Unis, celles-ci ont atteint 31 milliards de francs, soit un montant dépassant de 21 milliards celui de l'année précédente. Les compagnies d'assurances ont investi à l'étranger 13 milliards de francs, contre 10 milliards en 1999. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont en revanche sensiblement réduit leurs sorties de fonds, lesquelles se sont établies à 3 milliards de francs, après 11 milliards l'année précédente. Quant aux entreprises du commerce, elles ont importé des capitaux pour 1 milliard de francs du fait de crédits obtenus de leurs filiales à l'étranger; en 1999, elles avaient investi 3 milliards de francs à l'étranger.

En 2000 également, l'UE, les Etats-Unis et les centres financiers d'Amérique centrale et du Sud ont été les principaux bénéficiaires des flux de capitaux au titre des investissements directs. Les flux vers l'UE ont porté sur 24 milliards de francs, soit approximativement leur montant de l'année précédente. Ceux vers le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas se sont sensiblement accrus. Par contre, les exportations de capitaux vers l'Irlande ont fléchi. En outre, des capitaux investis en Allemagne ont été rapatriés pour 2 milliards de francs, alors que ce pays avait bénéficié d'un afflux de 6 milliards en 1999. Ces rapatriements sont dus notamment au fait qu'une société holding en mains étrangères a réduit des participations détenues en Allemagne. Les exportations de capitaux vers les Etats-Unis se sont accrues de 18 milliards, passant à 33 milliards de francs. Les flux de fonds vers les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont augmenté de 5 milliards pour s'inscrire à 9 milliards de francs.

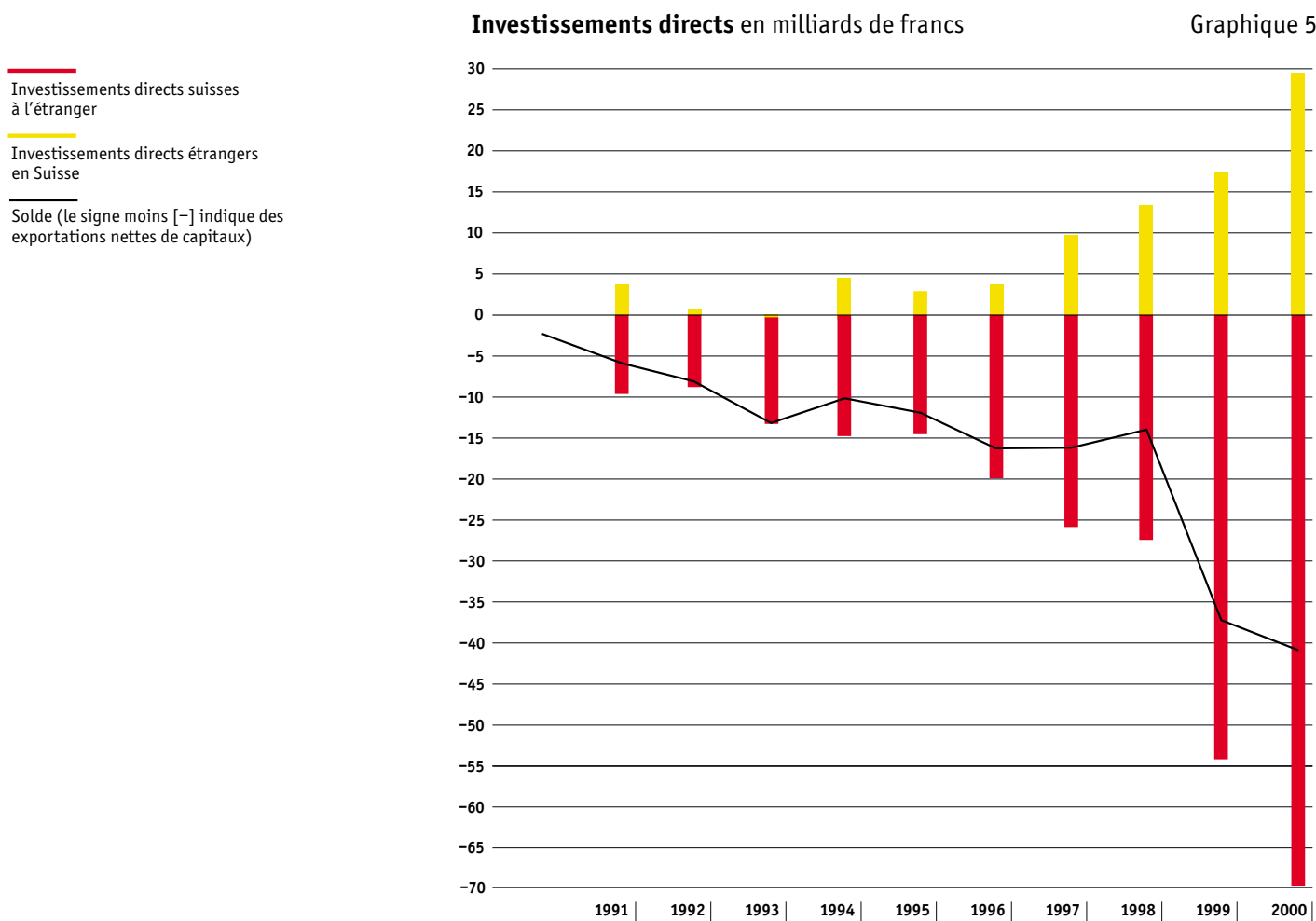
Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré des importations de capitaux pour 29 milliards de francs, soit pour un montant dépassant de 12 milliards celui de 1999. Les acquisitions de participations en Suisse se sont élevées à 18 milliards de francs, contre 7 milliards l'année précédente. Les bénéficiaires réinvestis dans les filiales en Suisse, soit 9 milliards de francs, sont restés presque inchangés d'une année à l'autre. Les crédits au sein de groupes ont conduit à des importations de capitaux de 3 milliards de francs, contre 1 milliard en 1999.

Les flux de capitaux étrangers vers l'industrie ont progressé de 9 milliards pour atteindre 13 milliards de francs. La reprise, par un investisseur canadien, d'une grande entreprise de la métallurgie et une acquisition en rapport avec la restructuration de l'industrie chimique expliquent en partie cette progression. Dans les services, des capitaux étrangers ont été investis pour 17 milliards de francs, contre 14 milliards en 1999. Des investissements sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente ont été opérés dans les transports et

communications, les banques et le commerce. Les flux vers les compagnies d'assurances ont cependant diminué d'une année à l'autre.

Les entreprises d'Amérique du Nord ont investi en Suisse 20 milliards de francs, contre 9 milliards en 1999. Celles de l'UE ont consacré 8 milliards de francs à des investissements directs en Suisse, soit 2 milliards de moins que l'année précédente. Deux pays avant tout, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont réduit leurs exportations de capitaux vers la Suisse, tandis que d'autres – le Luxembourg et l'Italie notamment – les ont augmentées.

Au total, les investissements directs suisses à l'étranger et étrangers en Suisse ont engendré des exportations nettes de capitaux pour 41 milliards de francs, contre 37 milliards en 1999.



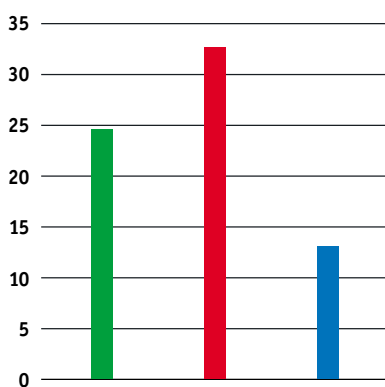
7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

	1996	1997	1998	1999	2000
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	8551	15804	9640	10667	21229
Textile et habillement	-8	118	623	586	-57
Chimie et plastique	2074	8373	5156	6663	16053
Métallurgie et machines	766	2593	1421	831	-621
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2919	3477	-890	1667	2221
Autres industries et construction	2800	1243	3329	920	3633
Services	11413	9930	17569	43338	48547
Commerce	-4	517	2376	3003	-1139
Sociétés financières et holdings	2087	5195	6559	13245	5059
dont sociétés financières et holdings en mains étrangères ³	2074	4172	3870	11062	2979
Banques	551	1796	-321	9622	31014
Assurances	7597	1334	8034	9927	13028
Transports et communications	940	214	859	3524	225
Autres services	241	874	62	4016	360
Total	19964	25734	27209	54005	69776

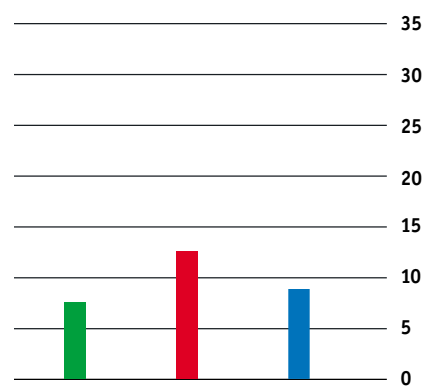
- 1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.
- 2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
- 3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs en 2000: répartition géographique

Graphique 6



Investissements directs suisses à l'étranger en milliards de francs



Investissements directs étrangers en Suisse en milliards de francs

UE
Etats-Unis
Autres pays

7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
Exportations de capitaux¹ en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	17500	21765	16090	42515	58616
UE	12522	12596	10154	24882	24440
Belgique	488	-655	349	1312	5292
Danemark	49	30	-31	285	-80
Allemagne	2629	4131	889	5524	-2292
Finlande	137	152	224	110	179
France	338	213	333	1715	-6
Grèce	109	116	205	180	346
Irlande	342	317	-54	5445	1741
Italie	769	1134	-197	166	-116
Luxembourg	192	-959	1651	221	1127
Pays-Bas	-193	2752	1003	1649	4130
Autriche	-252	343	344	470	116
Portugal	91	311	-69	556	101
Suède	539	632	844	-698	248
Espagne	118	35	377	-529	-184
Royaume-Uni ²	7170	4043	4287	8475	13838
AELE	54	181	-93	353	82
Europe centrale et orientale	361	215	1175	1141	892
dont					
Croatie	5	4	70	-44	7
Pologne	113	173	208	478	265
Fédération de Russie	100	46	335	599	36
Slovaquie	-2	13	21	40	12
République tchèque	61	-19	356	-72	188
Hongrie	62	-35	-76	80	56
Reste de l'Europe	49	314	-449	734	570
dont					
Turquie	0	51	296	-95	-242
Amérique du Nord	3709	8058	4458	14560	32579
Canada	335	368	1232	12	54
Etats-Unis	3373	7690	3226	14548	32525
Autres pays industrialisés non européens	806	402	845	845	53
Australie	401	153	572	245	-327
Japon	305	-203	124	675	377
Nouvelle-Zélande	7	298	11	-214	1
Afrique du Sud	93	154	138	140	2

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Selon la liste des pays dressée par Eurostat: Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Cayman, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint Kitts-Nevis.

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
Exportations de capitaux¹ en millions de francs					
2. Pays nouvellement industrialisés	1406	2176	6932	5972	1463
Asie	1146	2383	3960	4662	521
Hong Kong	21	236	447	648	-87
Corée (Sud)	66	-57	283	179	138
Malaisie	233	82	102	229	-26
Philippines	39	50	1169	57	-167
Singapour	542	1879	3173	3543	488
Taiwan	22	45	121	89	157
Thaïlande	224	148	395	-82	17
Amérique centrale et du Sud	260	-207	1243	1310	942
Argentine	65	-10	321	-99	28
Brésil	-10	-338	446	853	157
Chili	83	29	-178	7	-44
Mexique	121	111	654	548	801
3. Pays en développement	1057	1793	4187	5518	9697
Asie	1234	629	441	60	-56
dont					
Chine (Rép. pop.)	378	255	123	-116	198
Inde	370	160	29	-53	-38
Indonésie	177	134	90	58	-53
Liban	8	2	-2	-13	-144
Pakistan	22	34	-17	7	53
Arabie saoudite	3	43	-2	60	-85
Emirats arabes unis	3	12	11	19	71
Vietnam	25	21	-2	-18	-34
Amérique centrale et du Sud	-267	935	3645	5167	9633
dont					
Costa Rica	10	-1	-26	0	-17
Equateur	80	27	10	20	20
Guatemala	-176	60	-4	22	-65
Colombie	82	34	387	116	-99
Pérou	-9	158	-25	47	8
Uruguay	172	217	284	287	274
Venezuela	121	97	61	11	65
Centres financiers offshore ³	-583	236	2991	4589	9293
Afrique	90	230	102	292	120
dont					
Égypte	18	92	57	93	7
Côte d'Ivoire	17	16	51	-28	-25
Maroc	19	32	-12	3	-26
Nigéria	1	-9	5	-6	3
Ensemble des pays	19964	25734	27209	54005	69776

8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

	1996	1997	1998	1999	2000
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	2184	4264	3069	3190	12508
Chimie et plastique	946	2362	3029	361	2479
Métallurgie et machines	-32	1691	28	-394	7925
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1015	204	-55	2293	116
Autres industries et construction	255	6	69	930	1988
Services	1622	5367	9894	13920	16674
Commerce	380	362	971	771	1771
Sociétés financières et holdings	123	4038	5165	5270	5348
Banques	763	558	2253	188	2651
Assurances	3	3	1220	4863	1659
Transports et communications	3	3	66	1853	4788
Autres services	356	409	218	977	457
Total	3805	9631	12963	17110	29182

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

3 Jusqu'en 1997, sous *autres services*.

8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
Importations de capitaux¹ en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	3790	9629	11763	16962	28034
UE	2233	5927	5625	9640	7638
dont					
Belgique	70	-4	-50	247	136
Danemark	9	21	27	-52	851
Allemagne	1308	2871	2715	3004	620
France	571	517	-393	727	711
Italie	-807	111	1584	476	1786
Luxembourg	317	1682	505	431	2491
Pays-Bas	381	498	1612	-1052	187
Autriche	1	68	38	114	265
Suède	337	165	75	-1	37
Espagne	10	18	-113	475	102
Royaume-Uni ²	-170	-161	-378	5235	340
AELE	0	2	0	3	30
Reste de l'Europe	36	24	12	27	-26
dont					
Turquie	30	2	22	23	2
Amérique du Nord	1476	3778	6509	8760	20328
Canada	-50	-46	-55	30	7579
Etats-Unis	1526	3824	6564	8729	12749
Autres pays industrialisés non européens	45	-101	-383	-1467	64
dont					
Japon	-15	-326	-457	-1512	64
2. Pays nouvellement industrialisés	21	-65	-10	-11	814
3. Pays en développement	-6	67	1211	158	333
Asie	-42	32	-47	44	7
dont					
Israël	-46	18	36	36	-21
Amérique centrale et du Sud	34	33	1255	112	322
Afrique	2	2	3	3	4
Ensemble des pays	3805	9631	12963	17110	29182

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

2 Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Investissements de portefeuille

Sur les marchés financiers internationaux, l'évolution a été moins soutenue qu'en 1999. Les cours des actions ont nettement fléchi sur les principales places boursières. Le prélèvement net opéré sur le marché par les émissions internationales de titres n'a pas atteint son niveau élevé de 1999. Les taux d'intérêt sur les placements dans les principales monnaies, à l'exception du yen, se sont repliés au cours de l'année 2000. En moyenne annuelle, ils ont cependant marqué une hausse. La valeur extérieure du franc, pondérée par les exportations, a augmenté entre fin 1999 et fin 2000, mais diminué légèrement en moyenne annuelle.

Contrairement aux bourses étrangères, la Bourse suisse est restée orientée à la hausse. Le prélèvement net opéré sur le marché des capitaux par les émissions de titres suisses – emprunts obligataires, actions – s'est établi à 17 milliards de francs, contre 12 milliards l'année précédente. Les émissions d'emprunts étrangers en Suisse ont engendré un prélèvement net de 29 milliards de francs, après 35 milliards en 1999. Des parts de fonds de placement suisses ont été placées pour un montant net de 17 milliards de francs, d'où une légère diminution par rapport à l'année précédente. Les fonds de placement étrangers actifs sur le marché suisse – nombre de leurs parts sont acquises par la clientèle étrangère – ont par contre enregistré une progression sensible des souscriptions; celles-ci ont atteint en effet 71 milliards de francs, contre 48 milliards en 1999.

Les investissements de portefeuille suisses à l'étranger ont porté sur 38 milliards de francs en 2000. Cette somme représente environ la moitié de celle – exceptionnellement élevée – de 1999, année où l'introduction de l'euro avait engendré des achats massifs de titres. Elle est restée cependant bien supérieure à la moyenne des années précédentes. Dans les années 1999 et 2000, la Suisse a investi au total plus de 100 milliards de francs en titres étrangers. Le recul observé en 2000 est dû à des investissements beaucoup moins élevés en obligations et en papiers monétaires. Après avoir beaucoup investi en titres de créance en 1999, les banques ont vendu de grosses quantités d'obligations qu'elles détenaient dans leurs portefeuilles. En 2000, les acquisitions d'emprunts obligataires étrangers par les autres investisseurs ont porté sur une somme correspondant à la moitié de celle de l'année précédente. En revanche, les investissements en actions et en parts de fonds de placement ont progressé de 8 milliards pour atteindre 34 milliards de francs. En 2000, les investisseurs ont donné la préférence à l'euro. Les deux tiers des fonds ont été placés en titres libellés en euros. Le dollar et le yen occupaient les deuxième et troisième rangs, mais avec des parts nettement plus faibles. En 1999, les parts de l'euro et du dollar avaient été approximativement égales.

Les importations de capitaux sous forme d'investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont doublé, passant de 9 milliards en 1999 à 18 milliards de francs en 2000. Une part substantielle de ces investissements a découlé d'acquisitions d'actions (échanges d'actions) liées à des reprises de sociétés à l'étranger. Les investissements en titres de créance ont augmenté de 2 milliards pour s'établir à 2,5 milliards de francs. Du fait des échanges d'actions susmentionnés, les investissements en titres de participation se sont accrus de 7 milliards pour atteindre 15 milliards de francs. Abstraction faite des échanges d'actions, les investissements en actions et en parts de fonds de placement sont restés à peu près à leur niveau de l'année précédente. La répartition selon la monnaie montre que 90% des investissements ont été effectués en titres libellés en francs suisses.

9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres

	1996	1997	1998	1999	2000	2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Parts en %
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28096	-28647	-21576	-70360	-37676	100,0
Titres de créance	-9944	-15355	-17909	-44072	-3354	8,9
Emprunts obligataires et notes	-9537	-17126	-17800	-39825	-1709	4,5
Papiers monétaires ¹	-407	1771	-109	-4247	-1645	4,4
Titres de participation	-18152	-13292	-3667	-26288	-34322	91,1
Actions	n.d.	n.d.	n.d.	-16520	-21805	57,9
Fonds de placement	n.d.	n.d.	n.d.	-9768	-12517	33,2
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	15938	13110	14856	8853	17812	100,0
Titres de créance	1505	3030	2341	607	2478	13,9
Emprunts obligataires et notes	1505	3030	2341	501	2273	12,8
Collectivités publiques	1068	2375	1476	-153	1069	6,0
Autres	437	655	865	654	1204	6,8
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	n.d.	106	205	1,1
Titres de participation	14433	10080	12515	8246	15335	86,1
Actions	1391	2236	5946	876	8194	46,0
Fonds de placement	13042	7844	6569	7370	7141	40,1
Solde	-12158	-15537	-6720	-61507	-19863	

1 Jusqu'en 1998, uniquement les achats des banques.

n.d.: donnée non disponible

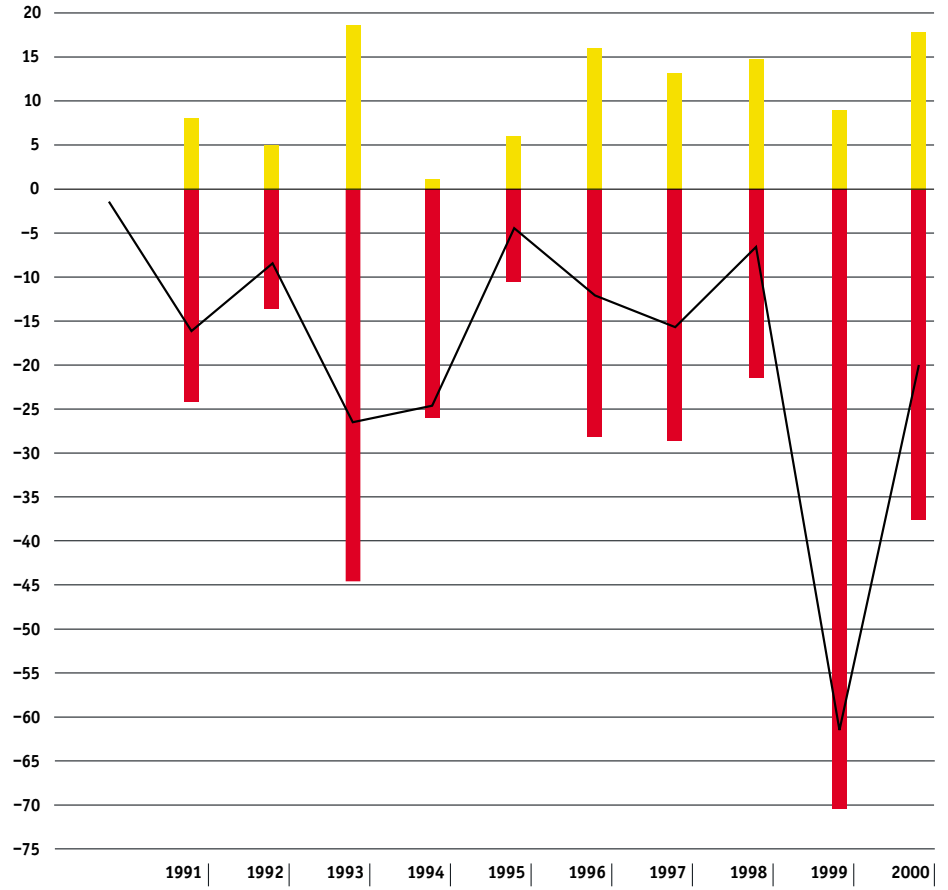
Investissements de portefeuille en milliards de francs

Graphique 7

Investissements de portefeuille suisses à l'étranger

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse

Solde (le signe moins [-] indique des exportations nettes de capitaux)



Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie

Graphique 8

CHF

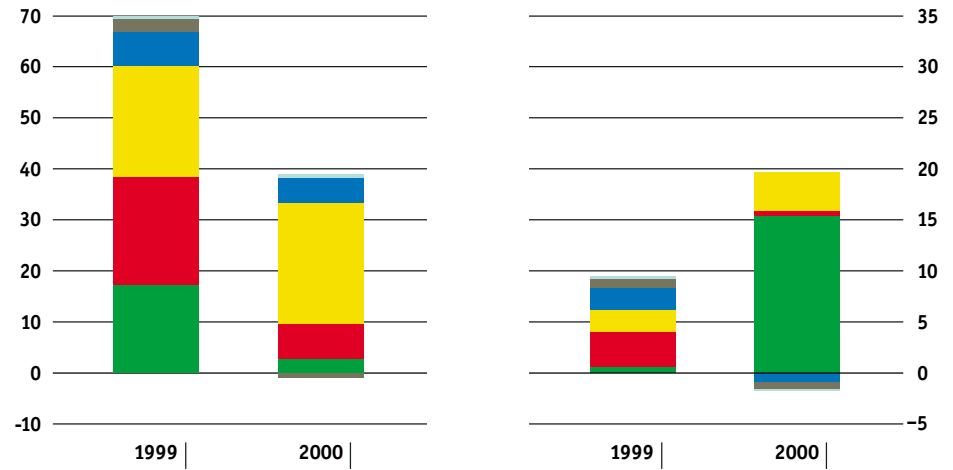
USD

EUR

JPY

GBP

Autres



Investissements de portefeuille suisses à l'étranger en milliards de francs

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse en milliards de francs

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Les opérations transfrontières – crédits – des comptoirs en Suisse des banques ont enregistré une vigoureuse expansion, en 2000 également. Dans les opérations interbancaires, les sorties de capitaux sous forme de crédits à l'étranger ont passé de 107 milliards en 1999 à 124 milliards de francs l'année suivante; les entrées de capitaux – crédits accordés par l'étranger (dépôts) – ont atteint 160 milliards de francs, contre 135 milliards en 1999. Ainsi, les opérations interbancaires ont engendré une nouvelle fois des importations nettes de capitaux. Celles-ci se sont inscrites à 36 milliards de francs, après 28 milliards l'année précédente. Dans les opérations avec le secteur non bancaire, les sorties de capitaux résultant des crédits à l'étranger ont augmenté de 7 milliards pour s'établir à 17 milliards de francs. Contrairement à ce qui avait été observé les autres années, les dépôts de la clientèle étrangère ont diminué, d'où des exportations de capitaux dans ce domaine également. Ces flux ont porté sur 8 milliards de francs, de sorte que les opérations avec la clientèle ont entraîné des exportations nettes de capitaux pour un montant de 25 milliards de francs, contre près de 1 milliard en 1999. Au total, les comptoirs en Suisse des banques ont importé des capitaux, dans leurs opérations transfrontières, pour un montant net de 11 milliards de francs; ils avaient importé des capitaux pour 28 milliards en 1999.

Dans les crédits à l'étranger (les sorties de capitaux), les flux en dollars et en euros ont diminué, passant à la moitié environ de ceux de l'année précédente; en revanche, les flux dans les autres monnaies étrangères (en yens surtout) se sont fortement accrus. La part de l'euro a faibli du côté également des crédits de l'étranger (les entrées de capitaux); celle du dollar est restée relativement stable, contrairement à ce qui a été observé dans les crédits à l'étranger.

10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan¹ en milliards de francs

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-74,1	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4
Crédits à des banques	-71,5	-68,3	-66,1	-106,4	-123,6
à long terme	-1,7	0,0	-4,8	-10,7	-5,3
à court terme	-69,8	-68,3	-56,3	-95,7	-118,3
Autres crédits	-2,5	-7,7	-4,8	-9,7	-16,8
Crédits de l'étranger	60,7	74,8	49,3	143,6	151,4
Crédits de banques	51,7	64,5	39,2	134,6	159,3
à long terme	1,2	3,1	8,5	14,2	-2,2
à court terme	50,6	61,4	30,7	120,5	161,5
Autres crédits	9,0	10,3	10,1	9,0	-7,8
à long terme	1,7	1,2	1,1	0,2	-1,3
à court terme	7,2	9,2	9,1	8,8	-6,5
Solde	13,3	-1,2	-16,6	27,5	11,0
Crédits à des banques	-19,8	-3,8	-21,9	28,2	35,7
Autres crédits	6,5	2,6	5,3	-0,7	-24,6

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisaires
Crédits à l'étranger	-74,1	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4
CHF	-12,6	-5,1	3,2	9,8	-5,3
USD	-24,5	-36,0	4,8	-62,8	-32,7
EUR (depuis 1999)				-55,3	-27,7
DEM (jusqu'en 1998)	-0,8	-3,1	-13,6		
Autres monnaies	-22,7	-34,6	-49,3	-6,5	-78,0
Toutes les monnaies	-60,6	-78,9	-54,9	-114,8	-143,7
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	-13,4	2,9	-11,0	-1,4	3,3
Crédits de l'étranger	60,7	74,8	49,3	143,6	151,4
CHF	7,0	20,5	0,4	7,0	-0,7
USD	37,4	33,6	22,2	45,2	42,8
EUR (depuis 1999)				57,6	14,5
DEM (jusqu'en 1998)	5,1	0,7	1,2		
Autres monnaies	6,2	12,7	13,2	33,5	96,1
Toutes les monnaies	55,7	67,5	37,0	143,3	152,6
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	5,0	7,3	12,3	0,3	-1,2
Solde	-13,3	-1,2	-16,6	27,5	11,0
CHF	-5,6	15,4	3,6	16,8	-6,0
USD	13,0	-2,4	27,0	-17,6	10,1
EUR (depuis 1999)				2,3	-13,2
DEM (jusqu'en 1998)	4,2	-2,4	-12,3		
Autres monnaies	-16,5	-21,9	-36,2	27,0	18,2
Toutes les monnaies	-4,9	-11,4	-18,2	28,5	9,1
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	-8,5	10,2	1,3	-1,1	2,1

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises

Les capitaux exportés par les entreprises (crédits à l'étranger) ont atteint 14 milliards de francs (sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs); en 1999, des remboursements avaient engendré des importations de capitaux pour 2 milliards de francs. Les exportations enregistrées en 2000 étaient constituées à 90% de capitaux à court terme. Les holdings et les entreprises du commerce sont à l'origine des principales sorties de capitaux.

Les crédits obtenus de l'étranger ont conduit à des importations de capitaux pour un montant de 12 milliards de francs, contre 1 milliard l'année précédente. Les fonds à court terme (7 milliards de francs) ont été recueillis principalement par des entreprises du commerce et des sociétés financières. Dans les fonds à long terme, les compagnies d'assurances ont joué un rôle prépondérant. Les trois quarts environ des exportations et des importations de capitaux portaient sur des créances et des engagements libellés en dollars et en euros.

En accordant des crédits à l'étranger et en obtenant des crédits de l'étranger, les entreprises ont au total exporté des capitaux pour 2 milliards de francs, alors qu'elles en avaient importé pour 3 milliards en 1999.

Réserves monétaires

En 2000, la Banque nationale a réduit les réserves monétaires de 6,7 milliards de francs. Les réserves de devises ont fléchi de 5,6 milliards de francs. La position de réserve au FMI – différence entre la quote-part de la Suisse au FMI et les avoirs à vue en francs du FMI à la Banque nationale – a reculé de 0,6 milliard de francs. En outre, les droits de tirage spéciaux ont diminué de 0,4 milliard de francs. Les ventes d'or au secteur privé, opérées depuis le 1^{er} mai 2000 dans le cadre de la démonétisation de l'or, ne sont pas prises en considération dans les réserves monétaires (voir encadré).

Comptabilisation des réserves monétaires de la Banque nationale

Dans le domaine des réserves monétaires de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur, conformément aux recommandations actuelles du FMI. Auparavant, les variations des stocks et les variations dans l'évaluation – mais non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié sa gestion de l'encaisse-or. Elle a commencé à vendre de l'or dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales. Ces ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération sous le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à prendre en compte dans les réserves monétaires. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent en effet être prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Ce poste correspond à la différence entre le total des opérations comptabilisées dans la balance des paiements du côté des recettes (transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et le total des opérations comptabilisées du côté des dépenses (transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Cette différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. En pratique, il n'est guère possible d'appliquer ce principe à la lettre. Si les recettes excèdent les dépenses, les erreurs et omissions nettes font apparaître une valeur négative et, dans le cas contraire, une valeur positive.

Pour 2000, les erreurs et omissions nettes portent sur -8 milliards de francs. L'année précédente, ce poste s'était établi à +11 milliards de francs.

11 Composantes de la balance des paiements en millions de francs

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
I. Transactions courantes solde des postes A à D	27168	36970	37827	43531	53220
A. Biens solde	1147	-454	-2329	-276	-4216
Exportations	102171	114215	118350	125166	143546
Commerce spécial fob	94174	105133	109113	114446	126549
Energie électrique	1816	1903	2022	2069	1944
Autres biens	6181	7179	7215	8651	15053
Importations	-101024	-114669	-120679	-125442	-147762
Commerce spécial caf	-91967	-103088	-106866	-113416	-128615
Energie électrique	-1355	-1225	-1346	-1462	-1475
Autres biens	-7702	-10356	-12467	-10564	-17672
B. Services solde	15361	18933	19574	19986	23348
Recettes	32445	36719	38755	40868	46358
Tourisme	10989	11531	11586	11767	12993
Assurances privées	1769	2070	2277	2852	2415
Opérations de commerce en transit	1051	1418	1047	1362	1439
Transports	4870	5979	6300	6623	7664
Postes, messageries et télécommunications	638	709	903	1259	1485
Autres services	13128	15013	16643	17006	20362
dont commissions bancaires	7796	8816	9975	11978	14607
Dépenses	-17084	-17786	-19181	-20882	-23010
Tourisme	-9425	-10141	-9879	-10175	-10808
Assurances privées	-49	-49	-100	-125	-125
Opérations de commerce en transit	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Transports	-4682	-4632	-5084	-5239	-5940
Postes, messageries et télécommunications	-898	-989	-1123	-1269	-1495
Autres services	-2030	-1976	-2995	-4074	-4642
dont commissions bancaires	n.d.	n.d.	-733	-845	-1322
C. Revenus du travail et de capitaux solde	15591	23428	25918	31365	40531
Recettes	40784	50891	66585	75448	104172
Revenus du travail	1509	1544	1569	1623	1679
Revenus de capitaux	39276	49348	65016	73825	102493
Investissements de portefeuille	14295	15305	17919	21687	24509
Investissements directs	9765	13889	26134	35125	44225
Autres placements	15216	20154	20962	17013	33760
Dépenses	-25194	-27464	-40667	-44083	-63640
Revenus du travail	-8360	-8076	-8012	-8097	-8620
Revenus de capitaux	-16834	-19388	-32655	-35986	-55021
Investissements de portefeuille	-4872	-5723	-7991	-9915	-12011
Investissements directs	-2930	-1245	-11674	-14994	-15256
Autres placements	-9032	-12420	-12991	-11077	-27753

2000 1 ^{er} trimestre Chiffres provisoires	2000 2 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 3 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 4 ^e trimestre Chiffres provisoires	
14050	12456	12941	13772	I. Transactions courantes solde des postes A à D
-1805	-425	-442	-1544	A. Biens solde
34497	35409	35441	38199	Exportations
30656	31114	31165	33615	Commerce spécial fob
503	472	419	550	Energie électrique
3338	3824	3857	4034	Autres biens
-36301	-35834	-35883	-39744	Importations
-31223	-31477	-31440	-34476	Commerce spécial caf
-445	-314	-335	-381	Energie électrique
-4634	-4044	-4108	-4886	Autres biens
6865	5287	5616	5580	B. Services solde
11564	11407	12371	11016	Recettes
3290	3088	4122	2493	Tourisme
604	604	604	604	Assurances privées
360	360	360	360	Opérations de commerce en transit
1750	1922	1998	1994	Transports
312	435	391	346	Postes, messageries et télécommunications
5248	4998	4897	5220	Autres services
3809	3559	3458	3781	dont commissions bancaires
-4698	-6120	-6755	-5436	Dépenses
-1831	-3013	-3672	-2292	Tourisme
-31	-31	-31	-31	Assurances privées
n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	Opérations de commerce en transit
-1333	-1515	-1539	-1552	Transports
-345	-378	-370	-402	Postes, messageries et télécommunications
-1158	-1183	-1143	-1159	Autres services
-328	-353	-313	-328	dont commissions bancaires
10607	9153	9428	11343	C. Revenus du travail et de capitaux solde
23522	24523	24772	31355	Recettes
420	420	420	420	Revenus du travail
23102	24104	24352	30935	Revenus de capitaux
5969	6157	6240	6142	Investissements de portefeuille
10046	9765	9585	14828	Investissements directs
7087	8181	8527	9965	Autres placements
-12915	-15370	-15344	-20012	Dépenses
-2086	-2129	-2179	-2225	Revenus du travail
-10829	-13240	-13164	-17787	Revenus de capitaux
-2795	-2993	-2992	-3232	Investissements de portefeuille
-2507	-3689	-2994	-6066	Investissements directs
-5527	-6559	-7178	-8489	Autres placements

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
D. Transferts courants solde ¹	-4930	-4937	-5336	-7544	-6444
Recettes	3659	3810	4039	10157	10195
Transferts du secteur privé	407	406	406	6353	5829
Transferts du secteur public	3253	3405	3633	3804	4366
Dépenses	-8589	-8748	-9376	-17701	-16639
Transferts du secteur privé	-3621	-3405	-3458	-11585	-10381
Transferts du secteur public	-4968	-5343	-5918	-6116	-6258
II. Transferts en capital solde ²	-265	-242	201	-773	-2849
Transferts de l'étranger	23	52	1094	79	305
Transferts à l'étranger	-288	-294	-893	-852	-3154
III. Mouvements de capitaux solde des postes E à H	-38323	-37280	-45314	-54118	-42502
E. Investissements directs solde	-16159	-16104	-14247	-36895	-40595
Investissements directs suisses à l'étranger	-19964	-25735	-27209	-54005	-69776
Capital social	-13106	-13515	-16949	-27648	-53690
Bénéfices réinvestis	-6465	-9889	-7203	-18474	-16959
Crédits	-393	-2331	-3058	-7883	872
Investissements directs étrangers en Suisse	3805	9631	12962	17110	29182
Capital social	1502	5966	5093	7435	17928
Bénéfices réinvestis	2930	1245	6501	9028	8481
Crédits	-627	2420	1368	647	2773
F. Investissements de portefeuille solde	-12158	-15537	-6720	-61507	-19863
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28096	-28647	-21576	-70360	-37676
Titres de créance	-9944	-15355	-17909	-44072	-3354
Emprunts obligataires et notes	-9537	-17126	-17800	-39825	-1709
Papiers monétaires	-407	1771	-109	-4247	-1645
Titres de participation	-18152	-13292	-3667	-26288	-34322
Actions	n.d.	n.d.	n.d.	-16520	-21805
Fonds de placement	n.d.	n.d.	n.d.	-9768	-12517
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	15938	13110	14856	8853	17813
Titres de créance	1505	3030	2341	607	2478
Emprunts obligataires et notes	1505	3030	2341	501	2273
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	n.d.	106	205
Titres de participation	14433	10080	12515	8246	15335
Actions	1391	2236	5946	876	8194
Fonds de placement	13042	7844	6569	7370	7141

2000 1 ^{er} trimestre Chiffres provisoires	2000 2 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 3 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 4 ^e trimestre Chiffres provisoires	
-1617	-1560	-1660	-1607	D. Transferts courants solde ¹
2510	2664	2509	2512	Recettes
1457	1457	1457	1457	Transferts du secteur privé
1053	1207	1052	1055	Transferts du secteur public
-4127	-4224	-4169	-4119	Dépenses
-2566	-2639	-2611	-2565	Transferts du secteur privé
-1561	-1585	-1558	-1554	Transferts du secteur public
-712	-712	-712	-712	II. Transferts en capital solde ²
76	76	76	76	Transferts de l'étranger
-789	-789	-789	-789	Transferts à l'étranger
-14298	-6040	-5187	-16977	III. Mouvements de capitaux solde des postes E à H
-3029	-2070	-1312	-34184	E. Investissements directs solde
-8777	-6989	-9075	-44935	Investissements directs suisses à l'étranger
-4957	-4911	-4805	-39017	Capital social
-4240	-4240	-4240	-4240	Bénéfices réinvestis
419	2162	-30	-1678	Crédits
5748	4919	7763	10752	Investissements directs étrangers en Suisse
3435	2498	2394	9601	Capital social
1816	1102	2377	3186	Bénéfices réinvestis
497	1319	2992	-2035	Crédits
-33978	-4097	-3682	21894	F. Investissements de portefeuille solde
-32232	-7370	-6195	8121	Investissements de portefeuille suisses à l'étranger
-18697	-2816	977	17182	Titres de créance
-19152	-1938	1710	17671	Emprunts obligataires et notes
455	-878	-733	-489	Papiers monétaires
-13535	-4554	-7172	-9061	Titres de participation
-7186	-2055	-6611	-5953	Actions
-6349	-2499	-561	-3108	Fonds de placement
-1746	3273	2513	13773	Investissements de portefeuille étrangers en Suisse
23	1918	230	307	Titres de créance
7	1872	328	66	Emprunts obligataires et notes
16	46	-98	241	Papiers monétaires
-1769	1355	2283	13466	Titres de participation
-4686	-135	987	12028	Actions
2917	1490	1296	1438	Fonds de placement

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
G. Autres mouvements de capitaux solde	-6611	-2492	-23240	41460	11297
Crédits des banques commerciales solde	-13340	-1191	-16658	27501	11036
Crédits à l'étranger	-74054	-76025	-65951	-116096	-140400
Crédits à des banques	-71505	-68326	-61132	-106364	-123608
à long terme	-1699	-44	-4823	-10700	-5259
à court terme	-69806	-68282	-56309	-95664	-118349
Autres crédits	-2549	-7699	-4819	-9732	-16792
Crédits de l'étranger	60714	74834	49293	143597	151436
Crédits de banques	51724	64493	39182	134615	159268
à long terme	1160	3086	8513	14159	-2204
à court terme	50564	61407	30669	120456	161472
Autres crédits	8990	10341	10111	8982	-7832
à long terme	1744	1163	1053	199	-1307
à court terme	7246	9178	9058	8783	-6525
Crédits des entreprises solde	2698	260	-5443	3108	-1517
Crédits à l'étranger	-7158	4262	-14433	2011	-13846
à long terme	-1500	-1161	-714	281	-1554
à court terme	-5659	5423	-13719	1730	-12292
Crédits de l'étranger	9856	-4002	8991	1097	12329
à long terme	6027	1672	7563	1825	4936
à court terme	3830	-5673	1428	-728	7393
Crédits des collectivités publiques solde	87	461	289	218	-38
Crédits à l'étranger	48	286	295	305	61
à long terme	45	286	295	305	61
Octroi de crédits	-46	-63	-68	-45	-66
Remboursement de crédits	91	349	363	350	127
à court terme	4	0	0	0	0
Crédits de l'étranger	39	175	-6	-87	-99
Autres investissements solde	3944	-2022	-1429	10633	1816
Investissements suisses à l'étranger	-5796	-8729	-7029	-7311	-15146
à long terme	-58	-8	-4	-4	-7
Participations de collectivités publiques à des organisations internationales	-58	-8	-4	-4	-7
à court terme	-5738	-8721	-7025	-7307	-15139
Fonds fiduciaires	-2848	-3170	-1509	448	-19404
Autres	-2890	-5551	-5516	-7755	4265
Investissements étrangers en Suisse	10904	4974	4629	19186	15236
à long terme	1600	973	1027	936	1052
Immeubles	1600	973	1027	936	1052
Autres					
à court terme	9304	4001	3602	18250	14184
Fonds fiduciaires	-135	48	21	4431	485
Autres	9439	3953	3581	13819	13699
Métaux précieux, solde	-1165	1733	972	-1242	1726

2000 1 ^{er} trimestre Chiffres provisoires	2000 2 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 3 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 4 ^e trimestre Chiffres provisoires	
14753	-1325	1076	-3207	G. Autres mouvements de capitaux solde
12279	4693	1054	-6990	Crédits des banques commerciales solde
-92249	63095	-64117	-47129	Crédits à l'étranger
-84992	59432	-58393	-39655	Crédits à des banques
-4828	275	2070	-2776	à long terme
-80164	59157	-60463	-36879	à court terme
-7257	3663	-5724	-7474	Autres crédits
104528	-58402	65171	40139	Crédits de l'étranger
102965	-52384	70090	38597	Crédits de banques
-871	-3548	-3340	5555	à long terme
103836	-48836	73430	33042	à court terme
1563	-6018	-4919	1542	Autres crédits
-1553	-465	-667	1378	à long terme
3116	-5553	-4252	164	à court terme
925	-5439	-716	3712	Crédits des entreprises solde
-4556	-6745	-5139	2594	Crédits à l'étranger
-1033	-3431	2484	427	à long terme
-3522	-3314	-7623	2167	à court terme
5480	1306	4423	1119	Crédits de l'étranger
2553	198	3088	-903	à long terme
2928	1108	1335	2022	à court terme
-57	3	4	13	Crédits des collectivités publiques solde
-1	-2	-5	68	Crédits à l'étranger
-1	-2	-5	68	à long terme
-1	-2	-5	-58	Octroi de crédits
0	0	1	125	Remboursement de crédits
0	0	0	0	à court terme
-57	4	8	-55	Crédits de l'étranger
1606	-582	735	58	Autres investissements solde
-3971	-2935	-4437	-3804	Investissements suisses à l'étranger
0	0	0	-7	à long terme
0	0	0	-7	Participations de collectivités publiques à des organisations internationales
-3971	-2935	-4437	-3797	à court terme
-5591	-4332	-5762	-3719	Fonds fiduciaires
1621	1397	1325	-78	Autres
6196	999	4271	3771	Investissements étrangers en Suisse
263	263	263	263	à long terme
263	263	263	263	Immeubles
				Autres
5933	736	4008	3508	à court terme
-75	0	23	537	Fonds fiduciaires
6008	736	3985	2971	Autres
-619	1354	901	91	Métaux précieux, solde

	1996	1997	1998	1999 Chiffres révisés	2000 Chiffres provisoires
H. Réserves monétaires total³	-3395	-3147	-1107	2824	6659
Variation des avoirs à l'étranger	-7807	-4912	-236	-1312	6659
Or	0	0	0	0	0
Placements de devises	-7515	-3942	462	-1802	5646
Position de réserve au FMI	-380	-697	-306	394	568
Droits de tirage spéciaux ⁴	118	-162	61	-366	399
Autres ⁵	-30	-111	-453	462	46
Compensation pour les ajustements de valeur sur la position extérieure nette de la Banque nationale	4412	1765	-871	4136	.
IV. Erreurs et omissions nettes	11419	552	7286	11360	-7869

n.d.: donnée non disponible

1 Depuis 1999, y compris les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger (abstraction faite des frais de service) et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres.

2 Y compris les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

4 Jusqu'en 1997, y compris les avoirs en Ecus. A partir de 2000, y compris les crédits multilatéraux en DTS.

5 A compter de 2000, sans les crédits multilatéraux en DTS.

2000 1 ^{er} trimestre Chiffres provisoires	2000 2 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 3 ^e trimestre Chiffres provisoires	2000 4 ^e trimestre Chiffres provisoires	
7956	1452	-1269	-1480	H. Réserves monétaires total³
7956	1452	-1269	-1480	Variation des avoirs à l'étranger
0	0	0	0	Or
7602	1057	-1624	-1389	Placements de devises
42	369	171	-14	Position de réserve au FMI
313	-30	184	-68	Droits de tirage spéciaux ⁴
-1	56	0	-9	Autres ⁵
.	.	.	.	Compensation pour les ajustements de valeur sur la position extérieure nette de la Banque nationale
960	-5704	-7042	3917	IV. Erreurs et omissions nettes

Description des postes

Modifications dans la statistique

Adaptation de la statistique suisse aux normes internationales en matière de balance des paiements	Pour l'essentiel, la balance suisse des paiements est dressée conformément aux recommandations d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (1993, 5 ^e édition). Compte tenu des données disponibles et des particularités de la statistique suisse, il n'avait jusqu'ici pas été possible d'appliquer toutes les recommandations de ce Manuel. Des écarts subsistaient notamment pour les autres biens, les transports, les transferts du secteur privé, les transferts en capital et les réserves monétaires. Ils ont pu être éliminés grâce à de nouvelles statistiques.
Autres biens	Depuis 2000, le perfectionnement à façon figure en données brutes dans les autres biens.
Transports	Les transports englobent, pour la première fois, plusieurs prestations liées aux transports aériens et ferroviaires. Ces prestations étaient comptabilisées précédemment dans les divers services.
Transferts du secteur privé	Depuis 1999, les transferts du secteur privé comprennent les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger (abstraction faite des frais de service) et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres. Comme précédemment, les frais de service résultant des opérations des assurances privées avec l'étranger figurent dans les services.
Transferts en capital	Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits sont pour la première fois recensées dans les transferts en capital. Jusque-là, elles étaient comptabilisées dans les mouvements de capitaux.
Autres investissements	La variation des engagements de la Banque nationale, qui était précédemment prise en considération dans les réserves monétaires, est incluse depuis 2000 dans les autres investissements.
Réserves monétaires	Dans le domaine des réserves monétaires de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur. Jusqu'en 1999, les variations des stocks – et non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue, à partir de 2000, la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial	Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de la Direction générale des douanes, sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial.
Energie électrique	Exportations et importations d'énergie électrique, sans les échanges.
Autres biens	Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, perfectionnement à façon (actif et passif), marchandises en retour (exportations et importations), achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.
Tourisme	Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit; petites quantités dans le trafic frontalier, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers.
Services (hors tourisme)	Frais de service résultant des opérations des assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce en transit, transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, etc.

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus du travail

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.). Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Revenus de capitaux

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrés étrangers, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées (abstraction faite des frais de service) par les compagnies d'assurances privées et prestations que celles-ci ont versées à la suite de sinistres.

Transferts courants du secteur privé

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI, APG, SUVA, AC) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire des droits de timbre, de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Transferts courants du secteur public

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger. Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.

Investissements directs

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Investissements de portefeuille

Autres mouvements de capitaux Crédits des banques commerciales	Crédits à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.
Autres mouvements de capitaux Crédits des entreprises	Crédits à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.
Autres mouvements de capitaux Crédits des collectivités publiques	Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales. Crédits à l'étranger: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques suisses envers l'étranger.
Autres investissements	Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire avec des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs: part des fonds fiduciaires attribuée aux résidents, mais provenant de non-résidents selon des estimations de la Banque nationale, ainsi qu'opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.
Réserves monétaires et compensation	Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Pour les avoirs à l'étranger de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur. Jusqu'en 1999, les variations de stocks – et non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue, à partir de 2000, la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Poste résiduel

Erreurs et omissions	Voir fondements méthodologiques
-----------------------------	---------------------------------

Bases légales

Bases légales de la présente statistique	En vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale et de l'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, la Banque nationale est autorisée à mener des enquêtes trimestrielles en vue de dresser la balance des transactions courantes et la balance des capitaux. Les personnes morales sont tenues de fournir des données pour la balance des transactions courantes dès que le montant de leurs transactions dépasse 100 000 francs par trimestre et par objet. Pour ce qui a trait à la balance des capitaux, les personnes physiques et les personnes morales sont tenues de fournir des données dès que le montant de leurs transactions dépasse un million de francs par trimestre et par objet.
---	---

Fondements méthodologiques

Définition	La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5 ^e édition).
Balance des transactions courantes	La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.
Transferts	Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.
Mouvements de capitaux	La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises sises à l'étranger), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs étrangers), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits octroyés par des banques et des entreprises à des non-résidents) ainsi que sur les réserves monétaires.
Poste résiduel (erreurs et omissions)	Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Cette différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.
Relations entre les balances partielles de la balance des paiements	La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: la balance des transactions courantes, les transferts en capital et la balance des capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde de la balance des transactions courantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, de la balance des capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La balance des paiements fait partie intégrante du système des comptes nationaux (CN). Au sein de ce système, elle représente le secteur de l'économie extérieure. Les balances partielles de la balance des paiements interviennent dans les CN comme suit:

Balance des paiements	CN
1) Solde de la balance des biens et des services	Contribution de l'extérieur au PIB
2) Solde de la balance des biens et des services + solde des revenus du travail et de capitaux	Contribution de l'extérieur au PIB
3) Solde de la balance des transactions courantes	Solde de l'épargne intérieure et des investissements intérieurs
4) Solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital	Capacité ou besoin de financement

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.